



Grèce, finances publiques, rigueur : la ficelle est un peu grosse !

L'encre du plan de rigueur de la Grèce est à peine sèche que déjà le gouvernement annonce déjà ce qu'il rêve de faire de longue date, et ce dès avant la crise : mettre l'action publique et les solidarités au régime sec.

Non remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique, « remise à plat » (en clair, « coupes drastiques ») de l'aide sociale, baisse des dépenses publiques ; les annonces sont lourdes de conséquences mais elles ne surprennent pas vraiment : elles étaient déjà portées par François Fillon lorsqu'il avait déclaré, à tort et avant la crise, que la France était « *en faillite* ». Avec la crise actuelle, le gouvernement tient là sa pseudo « justification » du plan de rigueur qu'il a en réalité toujours voulu instaurer (et oublie qu'il a un peu vite déclaré que la croissance était de retour). La Grèce et la crise lui en donnent l'occasion...

Désormais, les choses sont claires, il faut se soumettre aux acteurs qui ont conduit le monde à la crise (agence de notation, fonds spéculatifs...) : ce n'est pas un plan (de rigueur ou d'économies, selon les termes), c'est un changement de société qui nous est imposé par une dramatisation et une instrumentalisation d'une crise dont les salariés et les retraités ne sont pas responsables. Ils l'ont déjà payée par avance du fait de la pression sur les coûts et sur les salaires exercée de longue date au nom de la compétitivité et de la mondialisation financière. On veut aujourd'hui leur faire payer une seconde fois au prix fort. Bien évidemment, le choix de la rigueur nous est présenté comme inéluctable.

« *There's no alternative* » comme l'aurait dit Thatcher. Le gouvernement ne dit pas autre chose.

Ainsi, il n'est pas question pour le gouvernement d'envisager une hausse des prélèvements obligatoires alors que tout démontre qu'une réforme fiscale est nécessaire, en France comme au plan international.

Ainsi, au-delà des discours convenus sur l'Europe, et malgré les travaux très engagés sur la question de l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés par exemple, il ne se trouve personne pour proposer d'accélérer ce chantier alors qu'une telle harmonisation contribuerait à stabiliser les économies européennes, rendrait plus difficile l'évasion fiscale des entreprises au sein de l'Union européenne et permettrait de rehausser les recettes de cet impôt dans les 27 Etats membres de l'Union européenne (voire même de créer un impôt européen sur les sociétés qui alimenterait l'aide aux régions les plus pauvres et l'aide au développement). L'Europe fiscale ne fait manifestement pas partie des enjeux et cela est particulièrement néfaste car un « serpent fiscal européen » tel que notre organisation le porte (qui faciliterait l'harmonisation fiscale et sociale européenne) serait un facteur utile au rééquilibrage des systèmes fiscaux et à la stabilité des économies européennes, elle constituerait également un frein à l'évasion fiscale.

De la même manière, personne ne semble envisager de revenir sur les choix fiscaux qui ont précisément contribué à alimenter la spéculation et qui ont nourri les inégalités. Il en va ainsi de la baisse de l'imposition des revenus et de celle du patrimoine notamment.

Et ce ne sont pas les déclarations gouvernementales sur les niches fiscales qui vont suffire. Encore faut-il voir quels seront les choix du gouvernement en la matière. Car avec l'imposition des indemnités journalières (pour moitié) et la remise en cause de la demi-part supplémentaire allouée aux parents isolés (par le durcissement des conditions permettant d'en bénéficier), on a déjà un exemple de remise en cause de mesures dérogatoires qui a épargné la défiscalisation outrancière des plus hauts revenus et qui pèsera lourdement sur les classes moyennes. En réalité, les impôts augmentent déjà pour certaines catégories de contribuables ; les perdants de la crise.

Le choix de société se résume ainsi : le « AAA » des agences de notation, destiné à rassurer les marchés... Les membres du G 20 n'avaient pas tort : la refonte du système économique est en marche, ils avaient juste omis de préciser qu'il s'agissait d'aller plus vite, plus loin et plus fort dans ce qui nous avait conduit dans le mur...